

# Le thème de la pauvreté dans les travaux du CIRAD

## Une parole novatrice dans les débats ?

Charlotte GRAWITZ, Vincent RIBIER

CIRAD-Amis-Ecopol

La lutte contre la pauvreté et les inégalités (LCPI) est un thème fondamental dans le débat international actuel. Lancé dans les années 80 par le PNUD et l'ONICEP, repris par la Banque Mondiale en 1990 qui consacrait son *Rapport sur le développement dans le monde* à la pauvreté, le sujet est devenu incontournable dans l'agenda des bailleurs de fonds et, par voie de conséquence, dans les déclarations de politique économique de la grande majorité des pays en développement. Toutefois, si tout le monde parle de réduction de la pauvreté, force est de constater que les approches pour aborder le thème sont nombreuses, qu'aucun consensus clair n'est apparu au niveau du débat international et que peu de choses ont jusqu'à présent changé en matière d'orientation des politiques économiques.

- Du côté des bailleurs, les analyses théoriques et méthodologiques de lutte contre la pauvreté conduites par les équipes économiques de la Banque Mondiale, du FMI ou de l'OMC confirment les orientations de politique économique mise en avant par le passé : priorité à la croissance et à l'ouverture commerciale, comme stratégie centrale de réduction contre la pauvreté
- Du côté des pays en développement, les différents CSLP élaborés depuis quelques années possèdent tous un chapitre de caractérisation de la pauvreté dans le pays et témoignent du souci de mettre en cohérence des interventions sectorielles jusqu'alors peu coordonnées. Toutefois, les mesures qui y sont préconisées sont le plus souvent tirées de documents de politique sectorielle (par exemple les SDDR, les schémas directeurs du développement rural) antérieurs à l'agenda pauvreté. Ces documents n'envisagent que très peu de modalités de l'intervention publique nouvelles qui seraient spécifiquement conçues pour réduire la pauvreté.

Le CIRAD ne pouvait rester totalement extérieur à ce débat et divers de ses chercheurs se sont ainsi saisis du thème de la lutte contre la pauvreté et les inégalités dans le cadre de leurs travaux de recherche ou d'expertise. Il était donc intéressant de procéder à un survol rapide de ces différents travaux afin de préciser la nature de la contribution des chercheurs du CIRAD et d'essayer d'en dégager la spécificité et l'originalité vis à vis d'autres organismes en lien avec le développement. Cette réflexion pourrait ensuite déboucher sur la consolidation des acquis et l'identification d'axes thématiques de capitalisation auxquels les chercheurs du CIRAD pourraient contribuer en fonction de leur spécificité (champ disciplinaire, domaine thématique, filière,...)

Les premiers constats tirés du survol des travaux du CIRAD<sup>1</sup> dans le domaine de la LCPI sont les suivants :

---

<sup>1</sup>La présente analyse n'a pas la prétention d'être exhaustive, et certains travaux du CIRAD relatifs au thème LCPI ont sans aucun doute été oubliés. Nous nous en excusons d'avance auprès de leurs auteurs.

- le CIRAD, familier de longue date du thème de la pauvreté rurale par l'approche système agraire, s'est jusqu'à présent peu investi de manière frontale sur ce thème dans ses travaux récents ;
- Les thèmes de la pauvreté et des inégalités sont toutefois assez présents dans les réflexions et travaux du CIRAD, mais plutôt de manière tangentielle sans qu'ils constituent l'objet central de l'analyse ;
- Il y a une grande hétérogénéité dans les travaux du CIRAD, tant sur le plan de la place (centrale ou marginale) qu'occupe le thème que sur les approches et les méthodes utilisées ;
- Il en résulte une grande difficulté à faire une synthèse globale des différents travaux et à identifier les traits dominants qui pourraient caractériser la contribution du CIRAD au thème.

## Positionnement des travaux du CIRAD sur le thème de la LCPI

Les perceptions et approches destinées à analyser la pauvreté ont largement évolué dans le temps, mais aussi selon l'institution à partir de laquelle l'analyse est conduite. La reconnaissance du caractère multidimensionnel de la pauvreté a permis de ne plus seulement raisonner en termes monétaires (niveau de revenus ou de dépenses par habitant et par jour), et diverses approches plus qualitatives ont ainsi progressivement émergé. La réflexion a également progressé sur les liens à établir entre la pauvreté et les inégalités. Les principales approches de la pauvreté tirées de la littérature sont présentées ici afin de pouvoir y situer ensuite les travaux du CIRAD.

### *Principales approches de la pauvreté et des inégalités tirées de la littérature*

L'exercice de classification des différentes approches de la pauvreté en quelques groupes clairement identifiés est par nature réducteur et sujet à débat. Quatre approches sont ici présentées :

#### **a. Approche monétaire**

La Banque Mondiale a longtemps basé sa définition de la pauvreté sur le seul **critère de revenu**, où la pauvreté est caractérisée par l'insuffisance des ressources monétaires permettant de satisfaire ses besoins vitaux. De ce fait, elle classe les individus selon qu'ils sont extrêmement pauvres, très pauvres, pauvres, nouveaux pauvres ou pauvres temporaires. Les personnes vivant avec moins de 2\$/jour en parité de pouvoir d'achat sont considérés comme pauvres. La pauvreté absolue est définie par rapport à un seuil de 1\$/jour au-delà duquel la vie est menacée. Cette mesure quantitative de la pauvreté est parfois remplacée par les **disponibilités alimentaires** (en dessous de 2100 calories par jour la vie est également menacée) ou par la **consommation**.

#### **b. Approche en termes de conditions de vie**

Cette approche s'intéresse aux **conditions d'accès de la population aux services de base** comme la santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau, le logement. Cette définition peut être mesurée en pratique par l'IPH (Indice de Pauvreté Humaine élaboré par le PNUD) qui quantifie et agrège l'espérance de vie, le niveau d'éducation et les conditions de vie mesurées par l'accès aux services de santé et à l'eau potable et la part d'enfants de moins de 5 ans victimes de malnutrition. Le PNUD a également mis en place un indicateur, l'IDH (Indicateur de Développement Humain) qui est une mesure intégrant à la fois la pauvreté monétaire et



l'accès aux services de base. Il combine le revenu, l'accès à l'éducation et l'espérance de vie, celle-ci reflétant bien l'accès de la population à l'hygiène, aux services de santé, à l'eau, à une bonne alimentation...

### **c. Approche en termes de capacités**

De façon élargie et dans le prolongement des travaux d'Amartya Sen, certains auteurs définissent la pauvreté en terme **d'absence de capacités ou d'opportunités** pour en sortir. Les « capacités » ou « capacités à faire et à être » (Sen, 1999) se réfèrent aux opportunités et aux potentialités pour se maintenir en bonne santé, être éduqué, avoir accès aux ressources, participer à la vie sociale ou politique<sup>2</sup>. Ces opportunités dont sont privés les pauvres peuvent donc être matérielles, financières (l'emploi, le crédit, les routes, l'électricité, les marchés pour écouler les produits, les écoles, l'eau, l'assainissement et les services) ou en termes de qualifications (éducation, formation professionnelle). Cette approche a récemment été utilisée par de nombreux auteurs pour appréhender le problème la pauvreté.

### **d. Approche en termes de pauvreté politique**

Il s'agit de la pauvreté de pouvoir et de la pauvreté d'expression, quand une personne n'a pas les moyens d'exprimer sa position (par exemple quand il n'existe pas d'organisations paysannes, de syndicats ou d'organes représentant les populations) ou que celle-ci n'est pas prise en compte (répression, non prise en compte des points de vue émis, absence de consultation). La lutte contre ce type de pauvreté s'appelle *l'empowerment*. On peut rajouter une dimension sociale à ce type de pauvreté. Elle est caractérisée par l'exclusion de ceux qui n'ont pas de familles, pas d'amis, ne sont pas insérés dans un groupe ou un village ou s'en sont fait exclure. Cette définition est très importante dans les pays en développement où le lien social est primordial, et est souvent l'une des seules façons d'améliorer la situation des indigents.

### **e. Pauvreté et inégalités**

Bien qu'il existe une relation forte entre inégalités et pauvreté, leur réaction à une même mesure va parfois dans des sens opposés (un processus de réduction de la pauvreté peut dans certaines conditions s'accompagner d'un accroissement des inégalités) si bien qu'il est souvent nécessaire de les analyser séparément. Kuznets a théorisé en 1955 la relation existant entre croissance (hausse du revenu) et inégalités : il résume la relation par une courbe en forme de U inversé. Les indicateurs utilisés pour mesurer les inégalités se réfèrent en général à des indicateurs monétaires dont ils montrent la distribution. Ce sont souvent des courbes de répartition du revenu (avec des indicateurs tels que l'indice de Gini et de Theil) ou de la consommation.

### ***Positionnement des travaux du CIRAD vis à vis de la classification précédente***

Les travaux du CIRAD ont été classés selon la définition théorique de la pauvreté à laquelle ils se rapportent. Tous les papiers portant sur les filières sont présentés individuellement, et chacun est associé à un numéro de référence qui renvoie à la bibliographie. Les travaux sur la micro-finance, les organisations de producteurs et les politiques publiques sont agrégés en trois catégories dont le détail est également disponible dans la bibliographie.

---

<sup>2</sup>Nadia Bentaleb, Notes LCP, Projet Alpa, Gret - CIRAD

Réf. Biblio.	Filières	Pauvreté				Inégalités
		Pauvreté monétaire	Pauvreté de conditions de vie	Capacités - Capabilities	Pauvreté politique	
1	Riziculture Madagascar					
8	Riziculture à Java					
12	Programme Café					
20	Coton					
7	Tree Crops					
2	AIR					
3	Système agro- alimentaire					
4	Fromageries rurales					
5	SYAL					
6	AIR					
11	Sect.agroalim. artisanal					
13	Elevage					
14	Productions animales					
15	Elevage					
16	Elevage					
17	Elevage					
18	Produits animaux					
19	Traction animale					
21	Risque					
22	Microfinance					
23	Travaux sur les OP					
24	Politiques publiques					

L'étude de ce tableau permet de dégager quatre constats généraux :

#### a. Diversité des approches utilisées au CIRAD

Le tableau montre une grande diversité d'approches de la pauvreté dans les travaux du CIRAD, puisque que ceux-ci abordent tous les types théoriques évoqués précédemment. La caractérisation de l'approche de la pauvreté utilisée dans chacun des travaux du CIRAD n'est toutefois pas chose aisée, et il est parfois difficile de déterminer à laquelle ils se réfèrent pour mener leurs recherches. Les chercheurs ont le plus souvent une vision multidimensionnelle de la pauvreté, et l'approche qu'ils privilégient dépend fréquemment des caractéristiques de la filière qu'ils étudient. Le choix de l'approche utilisée semble se faire à posteriori en tenant compte des spécificités de la filière. Autrement dit, après avoir déterminé sur quel type de pauvreté leur filière aura le plus d'impacts, ils décident de se pencher spécifiquement sur la définition de la pauvreté s'y rapportant. Ils ne montrent alors que les capacités de leur filière à réduire tel type de pauvreté sans s'intéresser à ses limites dans la lutte contre un autre type de pauvreté. Quelle que soit la dimension de la pauvreté qu'ils retiennent, précisons toutefois qu'au CIRAD, et *à fortiori* dans les papiers étudiant les fonctions de l'élevage, les auteurs s'intéressent principalement à la pauvreté rurale.

#### b. Deux approches dominantes

La lecture du tableau montre également que les travaux du CIRAD privilégient deux approches de la pauvreté, d'une part la pauvreté monétaire et d'autre part la pauvreté en termes de capacités. D'une manière générale, le CIRAD paraît privilégier la définition de la pauvreté par le manque de « *capabilities* » des populations défavorisées, et cela pourrait constituer l'un des grands traits caractéristiques de la production du CIRAD. La référence fréquente à la dimension monétaire de la pauvreté peut s'expliquer pour deux raisons. La



première vient du fait que cette dimension dispose des indicateurs les plus facilement observables et mesurables, notamment le revenu. Toute tentative de quantification amène donc à la prise en compte de la dimension monétaire de la pauvreté. D'autre part, les filières étudiées ayant localement une très grande importance, elles sont souvent la principale source de revenus des travailleurs. Aussi, toute action sur la filière devrait avoir un effet sur l'emploi et le revenu des couches les plus pauvres.

### **c. Les autres approches**

La définition de la pauvreté par la précarité des conditions de vie est aussi assez présente dans les travaux du CIRAD. Celle-ci est en effet quantifiable grâce aux indicateurs mis en place par le PNUD, ce qui permet aux auteurs de prendre en compte la dimension de la pauvreté en termes d'accès aux services de base (alimentation, santé, éducation). On ne dénombre par contre, que relativement peu de travaux s'intéressant à la pauvreté politique. Cette entrée dans la lutte contre la pauvreté est en fait assez ciblée, on la retrouve principalement dans les travaux du département TERA sur le rôle des OP et des pouvoirs publics, et à un degré moindre sur la micro-finance.

### **d. Pauvreté et inégalités**

Par ailleurs, on remarque que la pauvreté a été beaucoup plus étudiée que les inégalités. À l'image de la littérature, le CIRAD s'est rarement intéressé à la réduction des inégalités. Toutefois, les travaux qui s'y sont attachés considèrent en général les inégalités en termes de distribution ou d'accès à un service spécifique (le crédit par exemple).

## **Brève description des travaux du CIRAD en matière de LCPI**

Le CIRAD s'est intéressé de longue date à l'analyse des causes de la pauvreté en milieu rural en étudiant les systèmes agraires des régions concernées. Ces études comprenaient le plus souvent des typologies de systèmes de production basées sur les trajectoires d'évolution, c'est à dire la capacité à se reproduire, à se développer (reproduction élargie) ou au contraire à se paupériser. L'ancien département DSA (Département Systèmes Agraires) a accumulé une large expérience dans ce domaine.

De nombreuses situations sous différentes latitudes ont ainsi été caractérisées, permettant d'identifier les conditions de reproduction ou de paupérisation de nombreux systèmes de production, et par là même de décrire différentes trajectoires de pauvreté.

Les typologies de systèmes de production ont par ailleurs été parfois utilisées dans des analyses d'impact de mesures de politique économique ou de politique agricole réalisées avec des modèles sectoriels agricoles, de manière à évaluer les conséquences ou l'effet différencié(s) des mesures sur chaque type de producteurs spécifié dans le modèle.

Les travaux récents du CIRAD sur le thème de la pauvreté peuvent être schématiquement classés en 3 catégories :

- a. les travaux qui envisagent la contribution d'une filière donnée à la lutte contre la pauvreté
- b. Le rôle de la micro-finance dans la lutte contre la pauvreté

- c. les travaux orientés à la formulation de politiques publiques de lutte contre la pauvreté dans le domaine rural

### ***Caractérisation des travaux filières du CIRAD***

Le programme productions animales est celui qui a le plus clairement identifié et caractérisé les différentes dimensions de la pauvreté et la contribution d'une filière donnée vis à vis de celles-ci. Les mécanismes d'intervention mentionnés sont les suivants :

- sécurisation alimentaire
- diversification des activités
- capitalisation
- intégration économique
- intégration sociale

Cette typologie peut être reprise, moyennant quelques adaptations, comme grille d'analyse pour caractériser les modalités d'intervention d'autres filières dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités. La nouvelle typologie adaptée comprend quatre dimensions : sécurisation alimentaire, gestion du risque, diversification des activités, et intégration économique et sociale. La dimension *capitalisation* a été retirée car spécifique à l'élevage et peu adaptable à d'autres filières ; intégration économique et sociale ont été regroupées ; enfin, la gestion du risque, évoquée initialement dans la partie sécurisation, a été rajoutée et élargie. On obtient ainsi une typologie utilisable pour l'ensemble des filières

De nombreuses filières contribuent à la **sécurisation alimentaire**. Faye et al. insistent sur le rôle des productions animales dans ce domaine, et notamment grâce aux apports en protéines animales provenant du lait, des œufs, et de la viande (13 ; 14 ; 15). Les petits ruminants offrent l'intérêt d'apporter ces protéines avec une moindre immobilisation en capital. Bricas et Broutin (11), quant à eux, mettent en avant le rôle du secteur agro-alimentaire artisanal dans la sécurisation alimentaire : ce secteur fournit aux pauvres urbains des produits transformés adaptés à leurs besoins et à un prix inférieur à celui des importations. Bockel et Dabat insistent pour leur part sur la contribution du riz à l'alimentation : à Madagascar, 92% des exploitations sont rizicoles et le riz est de loin le premier produit auto-consommé (1). Fok et Tazi, analysant la contribution de la filière coton, mettent en avant la synergie entre coton et vivrier (mil-sorgho et maïs) ; ils abordent la problématique de la sécurisation alimentaire en se posant la question de comment accroître la production vivrière sans pénaliser le potentiel de production du coton (20).

Les producteurs les plus pauvres sont tout particulièrement averses au risque, parce qu'ils ont moins de filets de sécurité que d'autres et qu'une dégradation, même légère, de leur situation peut entraîner des conséquences dramatiques et irréversibles en termes de pauvreté. Divers auteurs du CIRAD ont donc exploré la contribution des filières à **l'atténuation des risques** encourus par les producteurs les plus fragiles. Faye observe la grande sensibilité des éleveurs au risque physique (perturbations climatiques, épizooties, ...) qu'ils ressentent non seulement en tant que producteurs (conséquences en termes de décapitalisation du troupeau), mais aussi en tant que consommateurs (moindres disponibilités alimentaires). Les petits ruminants présentent l'avantage de réduire les risques, car ceux-ci augmentent généralement avec la longueur du cycle reproductif (13 ; 14 ; 15). D'autres auteurs soulignent le fait que la sensibilité au risque prix est plus élevée pour les producteurs de cultures de rente (coton,



café) : d'une part parce que la volatilité des prix des cultures de rente est très élevée, mais surtout parce que la production doit être vendue, même en cas de chute des cours.

La **diversification des activités** est une autre ligne d'action destinée à réduire la pauvreté. Elle va dans le sens des éléments développés dans le paragraphe précédent en contribuant à la réduction des risques liés à une production unique. Une autre vertu de la diversification est de favoriser les synergies entre activités au sein d'une même exploitation. Plusieurs papiers soulignent ce rôle, dans le domaine de l'élevage, mais aussi dans d'autres domaines tels que l'agro-alimentaire rural. L'intégration agriculture-élevage constitue un bon exemple illustrant cette synergie. Cela tend généralement à valoriser la main d'œuvre familiale normalement peu productive (11), et donc à augmenter la productivité du travail familial.

La contribution des filières à la réduction de la pauvreté s'appréhende également en termes **d'intégration économique et sociale**. Là encore, plusieurs papiers illustrent ce constat. Dans le cadre de la filière élevage, la possession d'un troupeau permet de s'intégrer à la vie économique, et l'intégration économique renforce les liens sociaux. François Boucher montre quant à lui que l'agro-industrie artisanale renforce la cohésion entre acteurs locaux, notamment lorsque ceux-ci se regroupent pour s'inscrire dans une logique de production liée à la qualité en se basant sur des relations sociales et culturelles préétablies (4).

### *Caractérisation des autres travaux du CIRAD*

Pour mettre les travaux sur l'élevage en perspective et apprécier leur originalité, il est important de rappeler comment les autres chercheurs abordent le thème. Les travaux hors de l'approche filière ont une vision différente de la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Malgré la diversité des thèmes abordés dans ces papiers (micro-finance, organisations de producteurs, pouvoirs publics), ils abordent tous la LCPI par le renforcement des capacités, la lutte contre la pauvreté politique et en évoquant explicitement la réduction des inégalités.

Les questions abordées par ces travaux ont souvent été évoquées dans les papiers de l'approche filière. Ceux-ci mettent par exemple en avant les contraintes liées à l'absence d'accès au crédit pour les ruraux. Le rôle de l'Etat dans la fourniture de services publics est également soulignée par de nombreux auteurs, ainsi que l'importance de la coordination des acteurs pour lutter contre la pauvreté politique et fournir des services aux plus démunis. Ces arguments ont été approfondis et argumentés par des équipes spécialisées du CIRAD et ont conduit aux conclusions suivantes :

### **Les travaux sur la micro-finance (22)**

La micro-finance a pour but premier de fournir des services financiers à ceux qui n'y ont pas accès, et par là-même de réduire les inégalités. Les travaux sur la micro-finance se penchent sur deux types de pauvreté, sur lesquels elle est plus à même d'agir. Les services financiers répondent en priorité aux problèmes de trésorerie temporaires qui peuvent être résolus par un crédit de soudure. La micro-finance intervient également en termes de capacités puisqu'elle permet aux plus démunis de dégager les ressources nécessaires pour investir dans le capital productif. De plus, l'organisation des institutions de micro-finance représente une lutte contre la pauvreté politique. Leur succès repose véritablement sur une participation des locaux depuis la mise en place des Institutions de Micro-Finance (IMF) jusqu'à leur autonomisation complète.

## **Le coordination d'acteurs et les politiques publiques.**

### Les travaux sur les Organisations de Producteurs (23)

Les Organisations de Producteurs (OP) permettent aux populations les plus démunies de mieux gérer leurs ressources et d'avoir un meilleur accès aux services. En leur fournissant conseils et services, elles dynamisent leurs capacités productives. Leur rôle majeur reste cependant de lutter contre la pauvreté politique en représentant la voix des défavorisés et en participant à la prise de décisions.

### Les travaux sur les politiques publiques (24)

Le rôle de l'Etat comme fournisseur de services publics est mis en avant par de nombreux auteurs. En assurant un accès à l'éducation, à la santé, aux marchés, aux infrastructures,..., il lutte directement contre la pauvreté de capacités. L'Etat joue aussi un rôle majeur dans l'*empowerment* en institutionnalisant les organisations représentant les intérêts des pauvres (OP, syndicats, parfois IMF). L'Etat, enfin, a le pouvoir d'intervenir afin d'améliorer une situation inégalitaire intolérable en faisant des politiques redistributives.

## **Conclusion relative aux travaux de l'approche filière**

Les travaux de recherche et d'expertise du CIRAD sur les filières et leur contribution à la lutte contre la pauvreté et les inégalités constituent un apport intéressant à la littérature sur le sujet, par la qualité et l'originalité des actions menées. Ces travaux présentent le plus souvent une caractérisation qualitative fine des conditions de vie et des activités des producteurs, en prenant le soin d'établir des typologies des situations dans lesquelles se trouvent les principaux groupes de producteurs. Divers travaux mettent ainsi en évidence les mécanismes par lesquels une filière donnée contribue à réduire la pauvreté et les inégalités, cherchent à identifier les contraintes à lever au sein des filières pour que celles-ci jouent pleinement leur rôle dans la LCPI. Ces analyses conduisent à l'identification de plans d'actions à mener. Le parti pris positiviste des différents travaux du CIRAD est à signaler : les travaux prennent généralement position sur la contribution positive que les filières apportent ou peuvent apporter potentiellement à la réduction de la pauvreté, mais n'analysent que rarement les échecs des filières et les conséquences de ces échecs sur la pauvreté.

Les travaux du CIRAD sur la pauvreté, malgré leur diversité et la qualité de leur analyse, ne sont pourtant que peu diffusés dans les débats internationaux. Cela tient à plusieurs raisons. En premier lieu, les études du CIRAD ne se rattachent que peu aux approches dominantes sur la scène internationale, et seules quelques unes d'entre elles prennent le soin de préciser de manière explicite la dimension de la pauvreté qu'elles souhaitent privilégier, ainsi que le choix des indicateurs retenus et la méthodologie employée. Cela contribue d'ailleurs à la difficulté de l'analyse des travaux du CIRAD dans le domaine. En second lieu, et en partie en conséquence de ce qui précède, les études sont avant tout qualitatives, basées sur des intuitions rarement étayées par une analyse chiffrée. Les contributions de chaque filière à la réduction de la pauvreté et de ses symptômes (sécurité alimentaire, risque, intégration) étant peu quantifiées, il est difficile d'apprécier l'impact réel qu'elles ont. La promotion de toute activité productive, dans quelque domaine que ce soit, est certes génératrice de revenus et par conséquent apporte une contribution positive à la réduction de la pauvreté, mais certaines initiatives sont sans aucun doute plus efficaces que d'autres en la matière. Il est donc



nécessaire de quantifier ces impacts pour pouvoir hiérarchiser les pistes d'intervention et ne proposer que celles dont l'efficacité est démontrée. Enfin, l'évaluation de la pertinence des actions de lutte contre la pauvreté dans une filière donnée passe aussi par la prise en compte des effets que les actions entreprises ont sur les autres filières et l'économie dans son ensemble (effets d'éviction possibles). Ce n'est qu'à ces conditions que les apports du CIRAD sur le thème de la LCPI auront un impact réel sur les débats internationaux.

## Bibliographie

### *Références hors Cirad*

Bentaleb N., Note LCP. Travail préliminaire dans le cadre du projet ALPA, Gret.

Marniesse S., 10/1999. Note sur les différentes approches de la pauvreté. AFD Département des politiques et études, Division de la Macroéconomie et des études.  
[www.afd.fr/pdf/DME-Appr.pdf](http://www.afd.fr/pdf/DME-Appr.pdf)

### *Approche filière de la lutte contre la pauvreté*

Bockel L., Dabat M-H, 2001, Améliorer la productivité du travail dans la **riziculture** pour lutter contre la pauvreté à Madagascar. Communication au séminaire international « La pauvreté à Madagascar : état des lieux, facteurs explicatifs et politiques de réduction », Antananarivo, 5-7 février 2001.

Boucher F., 2003. Méthode d'appui aux AIR en Amérique Latine, support du cours donné à la spécialité Valor du CNEARC le 27 mars 2003.

Boucher F., 1996. Dicotomia del **sistema agroalimentario** : modernizacion de algunos elementos de la cadena y persistencia de la pobreza. - 6 p. In : Congreso Nacional de Ciencias y Tecnologia de Alimentos. 4. - San José : IICA, 1996/04

Boucher F., Requier-Desjardins D., 2003. La concentration des **fromageries rurales** de Cajamarca : enjeux et difficultés d'une stratégie collective d'activation liée à la qualité, 21 p.

Boucher F., Requier-Desjardins D., Carimentrand A., 2003. Agro-industrie rurale et lutte contre la pauvreté : **les Systèmes Agroalimentaire Localisés** contribuent-ils au renforcement des capacités ? Proposition de communication pour le 3ème Colloque sur l'Approche des Capacités, Université de Pavie, 7-9 septembre 2003

Boucher F., Riveros H., 1996. Proyecto de pobreza rural y recursos naturales : consultoria **sobre agroindustria rural**. Panama : IICA , 1996 . - 97 p.

Bourgeois R., 2002. Studies on smallholder **tree crops production** and poverty alleviation, ASEM Grant TF. 024891, Methodology report.

Bourgeois R., Gouyon A., 2001. D'El Niño à krismon : comment **les riziculteurs** de Java ont fait face à une crise multiple - p.313-344 In : *Agricultures en crise ; populations, matières premières et ressources naturelles en Indonésie 1996-2000*, François Ruf et Françoise Gérard, éditeurs scientifiques. Cirad et Karthala.

Bricas N., 1996, L'effet de la crise sur l'alimentation des populations urbaines en Afrique. In *Crise et population en Afrique*, sous la direction de Jean Coussy et Jacques Vallin, Les Etudes du CEPED n°13.

Bricas N., Bridier B., 1993. La valorisation des produits vivriers : avec quelles entreprises agroalimentaires ? In Muchnik J. (Ed.) *Alimentation, techniques et innovations dans les régions tropicales*. Paris, France, L'Harmattan, 295-306

Bricas N., Broutin C., octobre 2002. Lutte contre la pauvreté et sécurité alimentaire en Afrique : le rôle du **secteur agroalimentaire artisanal** « ALPA ».

Cirad-CP, 2002. **Programme café**, Poverty reduction and coffee growing in Africa, projet préparé par l'ACRN (The African Coffee Research Network) et soumis au financement par l'UE.

Faye B., 2001 (a). Le rôle de l'**élevage** dans la lutte contre la pauvreté, *Revue Elev. Méd. Vét. Pays trop.*, 54 (3-4) :231-238.

Faye B., Alary V., 2001. Les enjeux des **productions animales** dans les pays du sud, *INRA Prod Anim.*, 14 (1), 3-13

Faye B., Lhoste P., 1999, Le **conseil en élevage** en milieu tropical, 6èmes rencontres autour des recherches sur les ruminants, Paris, 1-2 décembre 1999.

Projet EMVT, 17 avril 2002, Projet Editorial, « **Elevage** et pauvreté » (contient de nombreuses références lui même car c'est un regroupement de textes) :

- Faye B., Pauvreté et solidarité chez les peuples pastoraux
- Le Masson A., Produire et bien vendre le bétail : survie des pasteurs et dynamique du troupeau
- Renard J.-F., Filières de commercialisation et pauvreté : le cas des produits animaux du Burkina Faso.
- Vall E., Djamen P., Havard M., Roesch M. Le financement de la traction animale dans la zone cotonnière du Nord-Cameroun : pratiques de gestion et stratégies des producteurs

Tazy S., Fok M., avril 2003. Un dispositif régional de suivi des performances des **filières cotonnières** pour accompagner les processus de libéralisation et de privatisation. Resocot, Cotton Net. + documents et notes plus spécifiquement axés sur l'aspect qualitatif des performances de la filière dans la réduction de la pauvreté.

Weber J., sept 2002. **Risque** et pauvreté : comment penser un monde sans assurance, *Risque* n°51,



### *Microfinance et pauvreté*

Losch B., Gentil D., 2002. Politiques de microfinance et politiques agricoles : synergies et divergences. Atelier 6 au séminaire de Dakar, Le financement de l'agriculture familiale dans le contexte de la libéralisation, quelle contribution de la microfinance ? ATP Cirad

Baron C., Chao Berof R., Daubert P., Doligez F., Gentil D., Goldstein G., Poursat C., Wampfler B., Contis L. Les contraintes et les défis de la viabilité des systèmes de microfinance en zones rurales défavorisées en Afrique : étude réalisée pour le compte du Fonds d'Equipement des Nations Unies (FENU) à partir de contributions de praticiens autour d'expériences mises en oeuvre dans des contextes socio-économiques défavorisés d'Afrique soudano-sahélienne s.l. : CERISE , 2000 . - 69 p.

Nguyen G., Wampfler B., Benoit-Cattin M., Savagodo K., 2001. Characteristics of household demand for financial services in highly uncertain economies : a review of evidence from Burkina Faso. 38 p. In « The triangle of microfinance, Zeller M., Sharma M. ed., John Hopkins.

Roesch M., Vall E., Kenikou Ch., 2002. Recettes, dépenses, crédits : comment accorder les rythmes ? Que peut apporter le conseil de gestion au financement de l'exploitation agricole et aux institutions de microfinance ? Communicatoin au séminaire de Dakar, janvier 2002

Wampfler B., Lapenu C., 2002. Le financement de l'agriculture familiale dans un contexte de libéralisation : quelle contribution de la microfinance ? Résumé exécutif du séminaire de Dakar, juillet 2002, 30 P.

Wampfler B., 2001, Achievements, limits and prospects of microfinance as a mean of financing agricultural and rural development : the experiences in West Africa. Special paper for the annual report of CTA 2001, Séminaire de Dakar

Wampfler B., 1996. Etude des stratégies des ménages ruraux de leurs activités et de la place du crédit ADF (Albanian Development Fund). Rapport d'étude. Montpellier, France, CIRAD-SAR, 112 p, tabl, CIRAD-SAR N.101/96

### *Les organisations de producteurs*

Bosc P.M., Eychenne D., Hussein K., Losch B., Mercoiret M.R., Rondot P., Macintosh-Walker S., 10/2001. The role of Rural Producers Organizations (RPOs) in the World Bank Rural Development Strategy. Background study. Cirad-Tera n°63/01.

Rondot P., Collion M.H. Investing in rural producer organizations (RPOs) for sustainable development. RPOs limitation and Word Bank comparative advantage.

### *Les politiques publiques*

Bourgeois R., 05/2002. Economics of rural Households in Indonesia, challenges in dealing with rural poverty. Communication personnelle.

Daviron B., Fallot A., Ribier V., Voituriez T. 2002. Elaboration d'un cadre de négociation pour la définition des politiques agricoles. Manuel méthodologique.

Fallot A., Les instruments économiques de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, 04/2002. Présentation PPT.

Gérard F., De la crise financière à la crise alimentaire : l'Indonésie en 1997-1999. Revue Tiers Monde, t. XLI, n°162, avril-juin 2000, p. 411-430.

Gérard F., Instabilité des prix des matières premières agricoles, libéralisation et bien-être des consommateurs pauvres : quelques éléments de réflexion. Notes préparatoires pour le « Forum européen sur la coopération pour le développement rural », Montpellier, 4-6 /09/2002

Interventions lors du « Forum européen sur la coopération pour le développement rural ; politiques et approches pour la réduction de la pauvreté en pratique », Montpellier, 4-6 /09/2002 :

- Deybe D., Le Dain A.Y., 20002. Which aspects of agricultural research need to be prioritised in order to achieve more impact on rural poverty ?
- Fallot A., 2002. La gestion durable des ressources naturelles : les approches « top-down » et « bottom-up ».
- Griffon M. 2002. Stratégies rurales pour la réduction de la pauvreté.
- Renard J.F. Fournir des services décentralisés en milieu rural : rôle du secteur public et du secteur privé. Contribution au débat.

Losch B., Campbell B., 10/2002. Les pauvres, bénéficiaires ou otages des stratégies de réduction de la pauvreté ? « Tout changer pour aller plus loin ». Politique africaine, n°87, octobre 2002.

Voituriez T., 2002. Politiques agricoles et pauvreté rurale : Quelles politiques agricoles pro-pauvres ? Présentation au séminaire « Intégrer la dimension rurale dans les stratégies de réduction de la pauvreté », Ouagadougou, 18-21 mars 2002.